

BULLETIN OFFICIEL DES ARMÉES



Édition Chronologique n° 40 du 1^{er} septembre 2016

PARTIE PERMANENTE

Armée de terre

Texte 11

ARRÊTÉ

portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel relatif au dispositif de vidéosurveillance au détachement de Gien de la 12^e base de soutien du matériel.

Du 6 juillet 2016

ARRÊTÉ portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel relatif au dispositif de vidéosurveillance au détachement de Gien de la 12^e base de soutien du matériel.

Du 6 juillet 2016

NOR D E F T 1 6 5 1 2 2 0 A

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 160.5.2.1.1

Référence de publication : BOC n° 40 du 1^{er} septembre 2016, texte 11.

Le ministre de la défense,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, notamment son article 23. ;

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 modifié relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement ;

Vu le récépissé n° 1973667 du 5 juillet 2016 ⁽¹⁾ de la commission nationale de l'informatique et des libertés,

Arrête :

Art. 1. Il est créé au ministère de la défense, à l'état-major de l'armée de terre, un traitement automatisé de données à caractère personnel relatif à la vidéosurveillance et dont la finalité est de renforcer la sécurité des biens et des personnes au centre de stockage de Nevoy, centre affecté au détachement de Gien de la 12^e base de soutien du matériel (BSMAT).

Art. 2. Les catégories d'informations et de données à caractère personnel enregistrées sont celles relatives :

1. aux données d'identification ;
2. à la capture d'images vidéo : numéro de caméra, capture d'image, date et heure de capture.

Art. 3. Les informations et les données à caractère personnel ainsi enregistrées sont conservées un mois maximum, hors cas d'enquête judiciaire.

Art. 4. Les destinataires des données à caractère personnel enregistrées sont, en fonction de leurs attributions respectives et du besoin d'en connaître :

1. l'officier de sécurité ;
2. le chef du service général ;
3. le personnel chargé de la sécurité.

Art. 5. Le droit d'accès prévus à l'article 39. de la loi du 6 janvier 1978 modifiée susvisée s'exerce auprès de l'officier de sécurité du détachement de Gien de la 12^e BSMAT.

Art. 6. Le chef de corps de la 12^e BSMAT est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel des armées.*

Pour le ministre de la défense et par délégation :

*Le général de division,
sous-chef d'état-major « performance-synthèse »,*

François LECOINTRE.

(1) n.i. BO.